

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 9 février 1956

LE COMMERCE

La séance est ouverte à deux heures et demie.

CANADA ET ROYAUME-UNI—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRAMMES ÉLABORÉS À LA CONFÉRENCE

LES TRANSPORTS

RÉPERCUSSIONS DES SUBVENTIONS AMÉRICAINES SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard C. Green (Vancouver-Quadra): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Transports? Quels effets aura sur la marine marchande canadienne des Grands lacs l'ordonnance de l'Administration maritime des États-Unis qui annonce aujourd'hui que les armateurs américains des Grands lacs sont admissibles aux subventions de l'État?

L'hon. George C. Marler (ministre des Transports): Je n'ai, pour me former une opinion, que le compte rendu publié ce matin dans la *Gazette* de Montréal. Je n'ai pas vu le texte de l'annonce faite hier par l'Administration maritime des États-Unis, mais je conclus de la nouvelle parue dans le journal que l'Administration a déclaré que la route océanique entre les ports des États-Unis sur les lacs et l'Europe occidentale est essentielle au commerce et à l'économie des États-Unis, de sorte que les armateurs qui utilisent cette route seront admissibles à des subventions.

Je signale cependant à l'honorable député que cette formule ne semble s'appliquer qu'aux navires hauturiers circulant entre les ports des États-Unis sur les lacs et ceux de l'Atlantique occidental en Europe. Le communiqué donne-t-il à penser qu'on se propose de subventionner les services exploités sur les Grands lacs eux-mêmes? Je ne le crois pas.

M. Green: Le transport par eau au Canada sera-t-il subventionné de cette façon?

L'hon. M. Marler: Monsieur l'Orateur, à l'heure actuelle aucune entreprise canadienne de transport par eau n'emprunte ce parcours, car,—mon honorable ami le sait,—les canaux ne peuvent recevoir que les hauturiers avec un tirant d'eau de 14 pieds ou moins. Comme ces navires d'immatriculation canadienne ou anglaise qui possèdent des entreprises canadiennes ont tous un plus fort tirant d'eau, il n'est pas question de les subventionner pour le moment.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald M. Fleming (Eglinton): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre si des programmes intéressant le commerce entre le Canada et le Royaume-Uni ont été élaborés lors de la récente conférence avec le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'honorable député se rend compte, comme nous l'avons compris avant, pendant et après nos entretiens avec le premier ministre et le ministre aux Affaires étrangères du Royaume-Uni, qu'ils souhaitent autant que nous un accroissement du commerce entre nos deux pays. Toutefois, ces échanges doivent se faire dans les deux sens. Nous avons discuté divers moyens mis en œuvre pour encourager ces échanges, et le fait qu'à l'heure actuelle ils révéleraient une expansion de ce commerce.

M. Fleming: Le premier ministre pourrait-il préciser les moyens qu'on songerait particulièrement à employer dans ce sens?

Le très hon. M. St-Laurent: L'honorable député sait que nos deux pays sont pays de libre entreprise et que ce sont les commerçants qui font leurs propres enquêtes et essaient de cette façon de servir le mieux qu'ils peuvent leurs propres intérêts.

On nous a dit qu'il serait très avantageux pour le Royaume-Uni et nous-mêmes que des groupes plus nombreux représentant des industries particulières visitent le Royaume-Uni parce que, nous a-t-on signalé, ce ne sont que les plus grosses sociétés commerciales du Royaume-Uni qui peuvent envoyer des représentants ici trouver des débouchés pour leurs produits. On a également signalé que deux ou trois de ces groupes sont allés au Royaume-Uni et qu'à la suite de leur voyage on a noté une augmentation sensible du volume des exportations que ces groupes se sont jugés capables d'accepter de cette source.

Nous nous préoccupons tout autant que l'honorable député du déséquilibre de notre commerce avec les États-Unis et, dans la mesure où nous pouvons influencer sur les